

# Communiqué de presse

27 février 2014

## Résultats annuels 2013

- Ensemble des objectifs opérationnels et financiers atteint pour 2013
- Dépréciations d'actifs qui pèsent sur le résultat net comptable 2013
- Objectifs financiers révisés à la hausse pour 2014
- Nouvelle politique d'allocation du capital afin d'accélérer la mise en œuvre de la stratégie de croissance du Groupe

### Ensemble des objectifs opérationnels et financiers atteint pour 2013

*Données 2013 pro forma<sup>1</sup> avec mise en équivalence de Suez Environnement*

Résultat net récurrent, part du Groupe <sup>2</sup>	3,4 milliards d'euros
Investissements bruts	7,5 milliards d'euros
Investissements nets <sup>3</sup>	3,0 milliards d'euros
Notations de crédit <sup>4</sup>	Catégorie A : A/A1
Dette nette	29,8 milliards d'euros
Dette nette/EBITDA	2,2x
Dividende <sup>5</sup> (au titre de 2013)	1,5 euro par action

### Dépréciations d'actifs qui pèsent sur le résultat net comptable 2013

- Confirmation des difficultés en Europe déjà identifiées en 2012 principalement sur la production d'électricité thermique et le stockage de gaz naturel
- **Dépréciations comptables** des actifs (9,1 milliards d'euros) et du goodwill (5,8 milliards d'euros) essentiellement européens. Cette décision traduit la **conviction du Groupe selon laquelle la situation est durable et profonde**
- Impact direct sur le résultat net comptable part du Groupe après dépréciations 2013 qui s'établit à -9,7 milliards d'euros
- Une décision sans **aucun effet sur la trésorerie et la génération de cash flow** opérationnel qui s'établissent respectivement à 8,8 et 10,4 milliards d'euros

### Objectifs<sup>6</sup> financiers révisés à la hausse pour 2014

- **Résultat net récurrent part du Groupe<sup>2</sup>** : 3,3 à 3,7 milliards d'euros
- **Investissements nets<sup>3</sup>** entre 6 et 8 milliards d'euros
- **Ratio dette nette/Ebitda<sup>7</sup>** inférieur ou égal à 2,5x et maintien d'une notation de catégorie « A »

### Nouvelle politique d'allocation du capital (2014-2016) afin d'accélérer la mise en œuvre de la stratégie de croissance du Groupe

- Augmentation de l'enveloppe annuelle moyenne des **investissements bruts** qui est portée entre **9 et 10 milliards d'euros**. Tous ces investissements respecteront les critères exigeants du Groupe applicables en matière financière et extra-financière.
- Le Groupe, ayant atteint son objectif de désendettement fin 2013, ramène son programme de cessions à un rythme annuel moyen de **2 à 3 milliards d'euros**. Ce programme contribuera désormais au financement de l'accélération de la croissance. Ainsi, les investissements bruts entre 9 et 10 milliards d'euros seront ramenés à une fourchette de **6 à 8 milliards d'euros d'investissements nets**.
- **Nouvelle politique de dividende** : **65-75%** de taux de distribution (pay-out)<sup>8</sup>, avec un **minimum de 1 euro par action** et payable en numéraire.

<sup>1</sup> Les données consolidées IFRS présentées en page 2 ont été arrêtées par le Conseil d'Administration du 26 février 2014 et ont fait l'objet d'un audit par les Commissaires aux Comptes du Groupe. Les données pro forma intégrant la mise en équivalence de Suez Environnement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 ont été revues par les Commissaires aux Comptes et font l'objet d'un rapport spécifique.

<sup>2</sup> Résultat net hors coûts de restructurations, MtM, dépréciations d'actifs, cessions, autres éléments non récurrents et impacts fiscaux associés et contribution nucléaire en Belgique.

<sup>3</sup> Investissements nets : investissements bruts – cessions ; (cash et effet dette nette)

<sup>4</sup> Notes S&P/Moody's long terme assorties de perspective négative.

<sup>5</sup> Dividende qui sera soumis à l'approbation des actionnaires réunis en Assemblée générale le 28 avril 2014 avec un solde de 0,67 euro par action qui sera payé en numéraire le 6 mai 2014. La date de détachement du solde dividende est fixée au 30 avril 2014.

<sup>6</sup> Ces objectifs reposent sur des hypothèses de climat moyen, répercussion complète des coûts d'approvisionnement sur les tarifs régulés du gaz en France, d'absence de changement substantiel de réglementation et de l'environnement macro-économique, d'hypothèse de prix des commodités basées sur les conditions de marché à fin décembre 2013 pour la partie non couverte de la production et de cours de change moyen suivant pour 2014 : 1,38 €/€, 3,38 €/BRL.

<sup>7</sup> La nouvelle définition de l'EBITDA inclut la quote-part de résultat des entreprises associées, les concessions, les provisions et les paiements en actions cash.

<sup>8</sup> sur la base du résultat net récurrent, part du Groupe

### Nouvelle politique d'allocation du capital (2014-2016) afin d'accélérer la mise en œuvre de la stratégie de croissance du Groupe

- Priorités stratégiques :
  - Etre **l'énergéticien de référence** sur les **marchés à forte croissance** (production indépendante d'électricité, sur la chaîne de valeur du gaz et GNL, y compris les infrastructures gazières, et dans les services à l'énergie)
  - Etre **leader de la transition énergétique en Europe** (renouvelable, efficacité énergétique, réseaux intelligents...)
- Augmentation de 800 millions d'euros des objectifs bruts cumulés du plan de performance à horizon 2015.
- Renforcement des ambitions sociales et environnementales

**A l'occasion de la présentation des résultats annuels, Gérard Mestrallet, Président Directeur général de GDF SUEZ, a déclaré :** « *Les résultats opérationnels du Groupe en 2013 sont solides et confortent notre stratégie dans un contexte économique très difficile en Europe dans la production d'électricité thermique et le stockage de gaz naturel. Nous avons d'ailleurs été les premiers à tirer la sonnette d'alarme dès le mois de mai 2013 à travers le groupe Magritte. Notre vision industrielle a conduit à acter des dépréciations très significatives de la valeur comptable de certaines de nos activités en Europe ce qui ne remet pas en question les perspectives de développement du Groupe dans le monde. GDF SUEZ revoit à la hausse ses objectifs pour 2014. Par ailleurs, nous allons accélérer notre politique d'investissements de croissance, déjà la plus ambitieuse du secteur. Notre stratégie est claire : être l'énergéticien de référence sur les marchés à forte croissance et leader de la transition énergétique en Europe.* »

Les données consolidées IFRS avec consolidation en intégration globale de Suez Environnement jusqu'au 22 juillet 2013 présentent les mêmes tendances que les données pro forma :

#### Données consolidées IFRS avec consolidation en intégration globale de SUEZ Environnement jusqu'au 22 juillet 2013

Données auditées au 31 décembre 2013, examinées par le Conseil d'Administration du 26 février 2014

Chiffres d'affaires	89,3 milliards d'euros (-8 % brut, +2,6 % organique)
EBITDA	14,8 milliards d'euros (-13,2 % brut, -1,9 % organique)
Cash Flow des Operations (CFFO)	10,9 milliards d'euros
Résultat net part du Groupe après dépréciations	-9,3 milliards d'euros

#### Atteinte de tous les objectifs de la guidance 2013

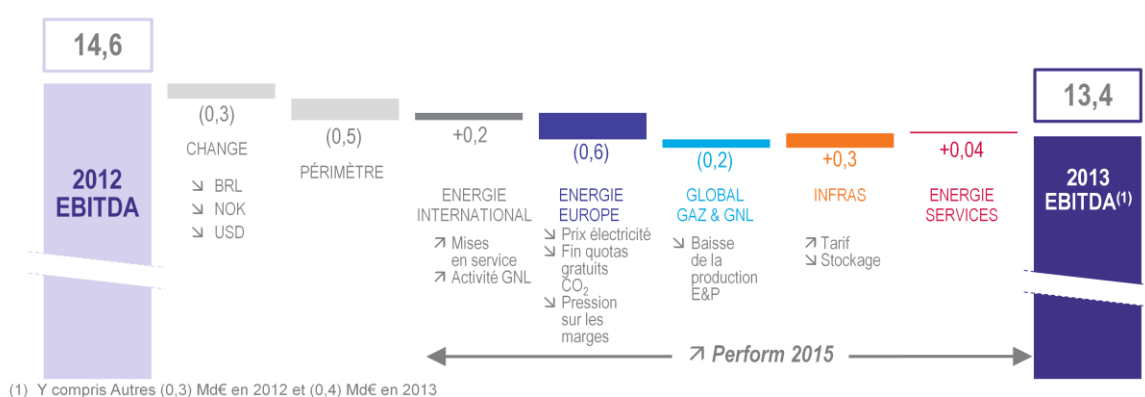
#### Chiffre d'affaires de 81,3 milliards d'euros en croissance organique de + 3 %

Le **chiffre d'affaires** de 81,3 milliards d'euros est en légère décroissance brute de - 0,8 % par rapport à l'année 2012 (croissance organique de + 3,0 %). Les effets négatifs liés au périmètre et au change sont en partie compensés par la hausse des ventes de gaz et d'électricité en France en raison d'un climat froid durant les deux premiers trimestres, et par l'augmentation des ventes de GNL dans le cadre d'arbitrages début 2013, ainsi que par la croissance des activités à l'international.

## Ebitda de 13,4 milliards d'euros

L'Ebitda, qui s'élève à 13,4 milliards d'euros, est en baisse brute de - 8,1 % (baisse organique de - 2,7 %). L'Ebitda a bénéficié des effets positifs des mises en service de nouveaux actifs, des conditions climatiques froides en France, des performances opérationnelles et des efforts accomplis dans le cadre du plan de performance du Groupe *Perform 2015*. Ces effets positifs ont cependant été compensés par des effets change négatifs aussi bien dans les marchés à forte croissance que dans les pays matures, par la perte d'Ebitda des sociétés cédées dans le cadre du programme d'optimisation du portefeuille d'actifs du Groupe, par la baisse des prix de l'électricité et par la diminution temporaire de la production dans l'activité exploration-production.

Evolution de l'Ebitda par branche  
(en Mds€)



L'Ebitda de la **branche Energy International** enregistre une croissance organique de + 4,2 % à 3 871 millions d'euros, bénéficiant des contributions de mises en service de nouveaux actifs, en particulier au Brésil, au Pérou et en Thaïlande, de la hausse des prix en Australie et de la bonne performance de l'activité GNL aux Etats-Unis. Des conditions de marché défavorables en Grande-Bretagne et les conditions climatiques aux Etats-Unis ont toutefois partiellement compensé ces éléments favorables.

L'Ebitda de la **branche Énergie Europe**, à 3 415 millions d'euros, est en décroissance organique de - 14,8 % sous les effets de la baisse des prix de marché de l'électricité et de la fin des allocations gratuites de CO<sub>2</sub>. Ces éléments défavorables ne sont que partiellement compensés par un climat froid en 2013 et par les effets du rattrapage tarifaire en France.

La **branche Global Gaz & GNL** atteint un Ebitda de 2 124 millions d'euros, en décroissance organique de - 8,2 % conformément aux anticipations en raison de la déplétion naturelle de certains champs et avant la mise en service de Gudrun, Amstel, L5 Sierra et Juliet en 2014.

L'Ebitda de la **branche Infrastructures** s'établit à 3 370 millions d'euros, en croissance organique de + 10,5% par rapport à 2012, grâce à des conditions climatiques particulièrement favorables en 2013, à la révision annuelle des tarifs d'accès aux infrastructures, et malgré l'impact de la baisse de la commercialisation des capacités de stockage en France.

La **branche Énergie Services** connaît une hausse de son Ebitda qui s'élève à 1 068 millions d'euros (+ 3,8 % en croissance organique), tous ses métiers contribuant à cette bonne performance.

Toutes les branches ont contribué au plan de performance **Perform 2015** lancé au deuxième semestre 2012 qui a permis d'enregistrer sur 2013 une contribution supérieure à l'objectif, avec un impact favorable de + 550 millions d'euros sur l'Ebitda 2013.

## Un résultat net récurrent en haut de la fourchette annoncée

Le **résultat net récurrent part du Groupe**, à 3,4 milliards d'euros, est en haut de la fourchette précédemment indiquée de 3,1 à 3,5 milliards d'euros. La baisse du résultat opérationnel courant est partiellement atténuée par des charges financières récurrentes moins élevées grâce à une gestion active de la dette. Par ailleurs, la charge d'impôts est moins élevée en dépit d'un taux effectif d'impôt récurrent en hausse.

### Des dépréciations comptables d'actifs qui pèsent sur le résultat net comptable après dépréciations

Le Groupe considère que le changement d'environnement en Europe est profond et désormais durable. Il a décidé d'en tirer les conséquences sur la valeur de ses actifs en constatant des dépréciations sur les actifs à hauteur de 9,1 milliards d'euros, essentiellement sur des centrales électriques thermiques et des capacités de stockage de gaz en Europe (pour environ 8,0 milliards d'euros), et sur le goodwill à hauteur de 5,8 milliards d'euros (dont 5,7 milliards d'euros liés à l'Europe).

L'importance de ces dépréciations comptables s'explique notamment par la taille du bilan du Groupe (160 milliards d'euros de total de bilan) résultant en particulier de réévaluations massives d'actifs en application des normes IFRS lors des différentes opérations de fusions, et en particulier celle de GDF SUEZ, réalisée sans versement de cash.

Ces dépréciations comptables auront pour conséquence positive une diminution des amortissements bénéficiant ainsi au résultat net récurrent du Groupe dès 2014 à hauteur de 350 millions d'euros. Après ces dépréciations, le total des actifs non courants du Groupe s'élève à 107 milliards d'euros au 31 décembre 2013.

Directement impacté par ces dépréciations qui sont par ailleurs sans effet sur la trésorerie du Groupe ni sur le résultat net récurrent, le **résultat net comptable part du Groupe après dépréciations** ressort à -9,7 milliards d'euros.

La capacité distributive de GDF SUEZ s'élève à 41 milliards d'euros au 31 décembre 2013.

### Une dette nette inférieure à 30 milliards d'euros avec un an d'avance sur l'objectif 2014

La **dette nette**, en baisse de 6,8 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2012, s'établit à 29,8 milliards d'euros à fin décembre 2013, avec un an d'avance sur l'objectif 2014. Elle résulte d'un cash flow des opérations (Cash Flow From Operations) de 10,4 milliards d'euros en hausse de 2 %, des investissements bruts de 7,5 milliards d'euros, du versement de dividendes aux actionnaires de GDF SUEZ SA de 3,5 milliards d'euros, de la trésorerie reçue lors de l'émission hybride réalisée début juillet par GDF SUEZ SA pour 1,7 milliard d'euros et des effets positifs du programme d'optimisation de portefeuille.

A fin décembre 2013, le Groupe affiche une forte **liquidité** de 17,5 milliards d'euros dont 8,8 milliards d'euros en trésorerie et un coût moyen de la dette brute de 3,68 % en baisse de plus de 50 points de base par rapport à fin décembre 2012.

## Une année 2013 marquée par de très nombreux succès industriels

**Dans les pays à forte croissance**, GDF SUEZ accélère son développement, en se positionnant tout au long de la chaîne de valeur et en étendant sa palette de métiers et de régions. En 2013, le Groupe a continué à se développer dans la **production indépendante d'électricité** dans les pays où il détient des positions fortes, comme au Moyen-Orient (Koweït), au Brésil ou au Pérou. GDF SUEZ a ainsi mis en service 3,3 GW<sup>9</sup> de capacités électriques, situées pour la plupart à l'international.

Le Groupe est également entré sur de nouveaux marchés attractifs :

- En Afrique du Sud, avec deux projets de centrales électriques à turbine à cycle ouvert de 335 MW (Dedisa) et de 670 MW (Avon) et le projet de parc éolien West Coast One de 94 MW, situé au nord du Cap
- Au Maroc, avec la construction du parc éolien de Tarfaya, le plus vaste projet éolien d'Afrique avec une puissance de 300 MW et le projet de centrale thermique de Safi de 1 386 MW
- En Mongolie, où le Groupe a été retenu comme preferred bidder pour la centrale de cogénération CHP5 de 415 MW située à Oulan-Bator
- En Inde, où le Groupe a acquis une participation de 74 % dans la centrale thermique de Meenakshi de 300 MW en exploitation et de 700 MW en construction dans l'État d'Andhra Pradesh.

L'année écoulée a aussi été marquée par de nombreux succès sur la **chaîne gazière** avec :

- l'entrée dans des licences d'exploration-production au Brésil
- l'accord avec Dart Energy pour acquérir 25 % dans 13 licences onshore britanniques à potentiel en gaz de schiste
- les mises en production des champs de Juliet et Orca en mer du Nord britannique et d'Amstel aux Pays-Bas
- l'entrée dans des licences d'exploration-production en Malaisie
- l'attribution du contrat *Build Own Operate Transfer* pour le premier terminal d'importation de GNL en Uruguay
- la signature d'un contrat long terme portant sur la fourniture de gaz naturel du champ de Shah Deniz, en Azerbaïdjan
- la finalisation de l'accord avec Sempra pour le projet Cameron LNG aux Etats-Unis qui permettra d'exporter du gaz naturel américain, le projet ayant reçu en février 2014 l'autorisation d'exporter vers tous les pays par les autorités américaines.

Dans les **services à l'énergie**, le Groupe a renforcé sa présence à l'international avec l'acquisition d'Emac au Brésil et une prise de participation dans une société australienne. Il a finalisé l'acquisition d'une participation dans le réseau de froid de Cyberjaya, en Malaisie. Le Groupe a également signé un accord pour 6 ans avec Sanofi pour la réalisation de projets dans le domaine de l'énergie sur ses sites industriels dans le monde. Il a enfin finalisé l'acquisition de la société de facility management Balfour Beatty Workplace au Royaume-Uni et de réseaux de chaleur en Pologne.

**En Europe**, le Groupe s'adapte à la mutation profonde du secteur énergétique et cible ses priorités de développement dans les **énergies renouvelables**. GDF SUEZ a ainsi conclu des partenariats stratégiques au Portugal avec Marubeni et en France avec Crédit Agricole Assurances afin de poursuivre son développement. En 2013, GDF SUEZ a également répondu à l'appel d'offres éolien en mer en France pour les zones du Tréport et des îles d'Yeu et Noirmoutier (2x500 MW).

<sup>9</sup> à 100 %.

## Perspectives

### Accélération de la stratégie industrielle du Groupe

GDF SUEZ souhaite poursuivre et accélérer la mise en œuvre de sa stratégie industrielle avec deux objectifs :

- **être l'énergéticien de référence dans les pays à forte croissance :**
    - en s'appuyant sur des positions fortes dans la production indépendante d'électricité et dans le GNL, et en les renforçant ;
    - en construisant des positions tout au long de la chaîne gazière, y compris dans les infrastructures ;
    - en développant les activités de services énergétiques à l'international ;
- et
- **être leader de la transition énergétique en Europe :**
    - dans les énergies renouvelables, thermiques et électriques, centralisées et distribuées ;
    - en proposant des services d'efficacité énergétique à ses clients ;
    - en développant de nouveaux business (biogaz, smart energy, digitalisation...).

GDF SUEZ poursuit dans tous ses métiers des objectifs industriels ambitieux :

- Fin 2013, le Groupe dispose de **15 GW<sup>10</sup> de projets en construction ou en développement avancé** dont près de 90% sont situés dans des pays à forte croissance.
- Dans le gaz naturel, le Groupe vise une production de gaz naturel de **59-63 millions de barils équivalent pétrole (mbep) à horizon 2016** contre 52 mbep en 2013 et il souhaite développer son portefeuille de GNL de 16 millions de tonnes par an (mtpa) à **20 mtpa d'ici 2020**.
- Dans les services à l'énergie, GDF SUEZ poursuit l'objectif ambitieux **d'augmenter de 40 % son chiffre d'affaires dans l'efficacité énergétique entre 2013 et 2018** et souhaite doubler ses ventes hors d'Europe d'ici 2019.

Enfin, l'objectif de GDF SUEZ est de préparer l'avenir en renforçant l'innovation et la recherche et en se positionnant sur de nouveaux business (biogaz, GNL de détail, pilotage de la demande, digitalisation...). Il vient ainsi de mettre en place une nouvelle entité dédiée « **Innovation et nouveaux business** » afin de stimuler l'innovation au sein du Groupe et de capter de nouveaux relais de croissance.

### Révision à la hausse des objectifs financiers 2014

**Pour 2014, le Groupe revoit à la hausse ses objectifs financiers<sup>11</sup>:**

- un **résultat net récurrent part du Groupe<sup>12</sup>** entre 3,3 et 3,7 milliards d'euros, à climat moyen et régulation stable.
- des **investissements nets<sup>13</sup>** entre 6 et 8 milliards d'euros
- un **ratio dette nette/Ebitda** inférieur ou égal à 2,5x et le maintien d'une notation de catégorie «A»

<sup>10</sup> A 100 %

<sup>11</sup> Ces objectifs reposent sur des hypothèses de climat moyen, d'absence de changement substantiel de réglementation et de l'environnement macro-économique, d'hypothèses de prix des commodités basées sur les conditions de marché à fin décembre 2013 pour la partie non couverte de la production, et de cours de change moyen suivants pour 2014: 1,38 €/€, 3,38 €/BRL

<sup>12</sup> Résultat net hors coûts de restructurations, MtM, dépréciations d'actifs, cessions, autres éléments non récurrents et impacts fiscaux associés et contribution nucléaire en Belgique

<sup>13</sup> Investissements nets = investissements bruts – cessions ; (cash et effet dette nette)

Ayant déjà atteint l'objectif d'une dette nette en dessous de 30 milliards qu'il s'était fixé pour fin 2014, le Groupe a décidé :

- de réviser son objectif de 11 milliards d'euros du programme d'optimisation de portefeuille, dont 5 milliards d'euros ont déjà été réalisés en 2013
- d'affecter désormais le produit des cessions à des investissements de croissance supplémentaires

Ambition augmentée pour le plan *Perform 2015*

Au vu des résultats du plan **Perform 2015** supérieurs aux objectifs déjà enregistrés en 2013 et de l'environnement économique toujours dégradé en Europe, GDF SUEZ a décidé d'accélérer la mise en œuvre du plan et d'augmenter de 800 millions d'euros la contribution brute cumulée à fin 2015. L'objectif sur le résultat récurrent part du groupe s'élève désormais à 0,9 milliard d'euros cumulé à fin 2015.

Nouvelle politique de dividende

Le Conseil d'administration proposera aux actionnaires un dividende stable et payable en numéraire de 1,5 euro au titre de l'exercice 2013 lors de l'Assemblée générale du 28 avril 2014.

Pour la période 2014-2016, le Groupe s'engage sur une politique de dividende basée sur un taux de distribution de 65-75 %<sup>14</sup> et avec un minimum de 1 euro par action, payable en numéraire et avec paiement d'un acompte.

Le Conseil d'administration proposera également aux actionnaires lors de l'Assemblée générale du 28 avril 2014 un dividende majoré de 10 % pour tout actionnaire justifiant d'une inscription nominative depuis deux ans au moins. Cette mesure s'appliquera pour la première fois pour le paiement du dividende dû au titre de l'année 2016 et sera plafonnée pour un même actionnaire à 0,5 % du capital social.

Des ambitions sociales et environnementales renforcées

GDF SUEZ est par ailleurs en bonne voie dans l'atteinte de ses **objectifs extra-financiers** à l'horizon 2015, celui de la formation étant même déjà atteint avec 69 % des salariés formés en 2013 :

- Emissions spécifiques de CO<sub>2</sub> : réduction du taux de 10 % entre 2012 et 2020
- Énergies renouvelables : augmentation des capacités installées de 50 % par rapport à 2009
- Santé et Sécurité : atteinte d'un taux de fréquence des accidents inférieur à 4
- Biodiversité : déploiement d'un plan d'actions pour chaque site sensible au sein de l'Union européenne
- Mixité : 25 % de femmes cadres
- Formation annuelle d'au moins deux tiers des salariés du Groupe
- Actionnariat salarié : 3 % du capital social du Groupe détenu par les salariés du Groupe

En France, GDF SUEZ est l'un des principaux employeurs avec 74 000 collaborateurs. Dans le monde, GDF SUEZ est présent dans plus de 70 pays et emploie près de 150 000 collaborateurs ; il prévoit de recruter 15 000 personnes par an dans le monde dont 9 000 par an en France sur la période 2014-2015.

<sup>14</sup> sur la base du résultat net récurrent, part du Groupe

## Prochains événements

- **28 avril 2014** : Publication des résultats du 1<sup>er</sup> trimestre 2014
- **28 avril 2014** : Assemblée générale des Actionnaires
- **6 mai 2014** : Paiement du solde du dividende<sup>15</sup> (0,67 € par action) au titre de l'exercice 2013. La date de détachement du dividende est fixée au 30 avril 2014
- **31 juillet 2014** : Publication des résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2014

La présentation des résultats et le rapport financier annuel 2013 comportant le rapport d'activité, les comptes consolidés et les notes aux comptes sont disponibles sur notre site internet :

<http://www.gdfsuez.com/investisseurs/resultats-3/resultats-2013/>

Les comptes consolidés du Groupe et les comptes sociaux de GDF SUEZ SA au 31 décembre 2013 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 26 février 2014. Les procédures d'audit sur les comptes consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification est en cours d'émission.

### Avertissement important

*Les agrégats présentés sont ceux habituellement utilisés et communiqués aux marchés par GDF SUEZ. La présente communication contient des informations et des déclarations prospectives. Ces déclarations comprennent des projections financières et des estimations ainsi que les hypothèses sur lesquelles celles-ci reposent, des déclarations portant sur des projets, des objectifs et des attentes concernant des opérations, des produits ou des services futurs ou les performances futures. Bien que la direction de GDF SUEZ estime que ces déclarations prospectives sont raisonnables, les investisseurs et les porteurs de titres GDF SUEZ sont alertés sur le fait que ces informations et déclarations prospectives sont soumises à de nombreux risques et incertitudes, difficilement prévisibles et généralement en dehors du contrôle de GDF SUEZ qui peuvent impliquer que les résultats et développements attendus diffèrent significativement de ceux qui sont exprimés, induits ou prévus dans les déclarations et informations prospectives. Ces risques comprennent ceux qui sont développés ou identifiés dans les documents publics déposés par GDF SUEZ auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), y compris ceux énumérés sous la section « Facteurs de Risque » du document de référence de GDF SUEZ enregistré auprès de l'AMF le 22 mars 2013 (sous le numéro D.13-0206). L'attention des investisseurs et des porteurs de titres GDF SUEZ est attirée sur le fait que la réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur GDF SUEZ.*

### À propos de GDF SUEZ

GDF SUEZ inscrit la croissance responsable au cœur de ses métiers (électricité, gaz naturel, services à l'énergie) pour relever les grands enjeux énergétiques et environnementaux : répondre aux besoins en énergie, assurer la sécurité d'approvisionnement, lutter contre les changements climatiques et optimiser l'utilisation des ressources. Le Groupe propose des solutions performantes et innovantes aux particuliers, aux villes et aux entreprises en s'appuyant sur un portefeuille d'approvisionnement gazier diversifié, un parc de production électrique flexible et peu émetteur de CO<sub>2</sub> et une expertise unique dans quatre secteurs clés : la production indépendante d'électricité, le gaz naturel liquéfié, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. GDF SUEZ compte 147 200 collaborateurs dans le monde pour un chiffre d'affaires en 2013 de 81,3 milliards d'euros. Coté à Paris, Bruxelles et Luxembourg, le Groupe est représenté dans les principaux indices internationaux : CAC 40, BEL 20, DJ Euro Stoxx 50, Euronext 100, FTSE Eurotop 100, MSCI Europe, ASPI Eurozone, Euronext Vigeo Eurozone 120, Vigeo World 120, Vigeo Europe 120 et Vigeo France 20.

#### Contact presse :

Tél. France : +33 (0)1 44 22 24 35

Tél. Belgique : +32 2 510 76 70

E-mail : [gdfsuezpress@gdfsuez.com](mailto:gdfsuezpress@gdfsuez.com)



@gdfsuez

#### Contact relations investisseurs :

Tél. : +33 (0)1 44 22 66 29

E-mail : [ir@gdfsuez.com](mailto:ir@gdfsuez.com)

<sup>15</sup> Dividende qui sera soumis à l'approbation des actionnaires réunis en Assemblée générale le 28 avril 2014.



## DONNEES PRO FORMA AVEC MISE EN EQUIVALENCE DE SUEZ ENVIRONNEMENT

### Etat de situation financière simplifié

Données pro forma non auditées avec mise en équivalence de Suez Environnement

<i>En Mds€</i>					
ACTIF	31/12/12 <sup>(1)</sup>	31/12/13	PASSIF	31/12/12 <sup>(1)</sup>	31/12/13
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>128,3</b>	<b>106,8</b>	Capitaux propres, part du groupe	60,3	48,0
			Participations ne donnant pas le contrôle	6,1	5,5
<b>ACTIFS COURANTS</b>	<b>52,7</b>	<b>52,8</b>	<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>66,4</b>	<b>53,5</b>
dont actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	0,4	1,0	Provisions	15,6	16,2
dont trésorerie et équivalents de trésorerie	9,1	8,7	Dettes financières	47,5	39,9
			Autres dettes	51,5	50,0
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>181,0</b>	<b>159,6</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>181,0</b>	<b>159,6</b>

Dettes nettes 2013 29,8 Mds€ = Dettes financières s'élevant à 39,9 Mds€ - Trésorerie et équivalents de trésorerie 8,7 Mds€ - Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat 1,0 Mds€ - Actifs liés au financement 0,1 Mds€ (inclus dans les actifs courants et non courants) - Instruments financiers dérivés relatifs à la dette 0,3 Mds€

(1) Les données comparatives au 31 décembre 2012 ont été retraitées du fait de l'application rétrospective de la norme IAS 19 Révisée et du gain de réévaluation de SUEZ Environnement

### Compte de résultat simplifié

Données pro forma non auditées avec mise en équivalence de Suez Environnement

<i>En M€</i>	2012 <sup>(1)</sup>	2013
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>81 960</b>	<b>81 278</b>
Achats	-48 704	-49 523
Charges de personnel	-9 467	-9 597
Amortissements, dépréciations et provisions	-6 077	-6 053
Autres produits et charges opérationnels	-9 313	-8 864
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>8 399</b>	<b>7 241</b>
MtM, dépréciations d'actifs, restructurations, cessions et autres	-2 275	-14 965
<b>RESULTAT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>	<b>6 124</b>	<b>-7 724</b>
Résultat financier	-2 341	-1 754
<i>dont coût récurrent de l'endettement net</i>	-1 553	-1 237
<i>dont éléments non récurrents inclus dans le résultat financier</i>	-306	-118
<i>dont autres</i>	-482	-399
Impôts	-1 883	-620
<i>dont impôts exigibles</i>	-2 369	-2 171
<i>dont impôts différés</i>	486	1 551
Part dans les entreprises associées	480	513
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	-836	-152
<b>RESULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>1 544</b>	<b>-9 737</b>
<b>EBITDA</b>	<b>14 600</b>	<b>13 419</b>

(1) Les données comparatives au 31 décembre 2012 ont été retraitées du fait de l'application rétrospective de la norme IAS 19 Révisée

## Flux de trésorerie

Données pro forma non auditées avec mise en équivalence de Suez Environnement

En M€	2012 <sup>(1)</sup>	2013
MBA avant charges financières et impôts	14 591	13 307
Impôts payés (hors impôts payés sur cessions)	-1 898	-2 002
Variation du BFR	-1 325	53
<b>FLUX DE TRESORERIE ISSUS DE L'ACTIVITE COURANTE</b>	<b>11 368</b>	<b>11 357</b>
Investissements corporels et incorporels nets	-7 955	-6 936
Investissements financiers	-460	-640
Cessions et autres flux liés à l'investissement	1 273	2 711
<b>FLUX DE TRESORERIE ISSUS DE L'INVESTISSEMENT</b>	<b>-7 142</b>	<b>-4 865</b>
Dividendes payés	-1 634	-4 346
Rachat d'actions	-358	-5
Solde des remboursements / nouveaux emprunts	4 362	-2 833
Intérêts financiers nets versés	-1 504	-1 267
Augmentation de capital	229	2 035
Autres flux de trésorerie	-8 180	-570
<b>FLUX DE TRESORERIE ISSUS DU FINANCEMENT</b>	<b>-7 085</b>	<b>-6 986</b>
Effets de change et autres <sup>(2)</sup>	-2 667	35
<b>TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE</b>	<b>14 675</b>	<b>9 150</b>
TOTAL DES FLUX DE TRESORERIE DE LA PERIODE	-5 526	-458
<b>TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLÔTURE</b>	<b>9 150</b>	<b>8 691</b>

(1) Les données comparatives au 31 décembre 2012 ont été retraitées du fait de l'application rétrospective de la norme IAS 19 Révisée  
(2) Dont impact du changement de méthode de consolidation de SUEZ Environnement au 1er janvier 2012 : -2 485M€

## Chiffre d'affaires par région par destination

Données pro forma non auditées avec mise en équivalence de Suez Environnement

En M€	2012	2013	Δ 13/12
France	30 487	32 053	+5,1%
Belgique	10 558	10 594	+0,3%
<b>SOUS-TOTAL FRANCE-BELGIQUE</b>	<b>41 045</b>	<b>42 647</b>	<b>+3,9%</b>
Autres pays de l'UE	24 521	22 023	-10,2%
<i>dont Italie</i>	6 948	6 438	
<i>dont Royaume-Uni</i>	4 945	4 626	
<i>dont Allemagne</i>	3 798	3 410	
<i>dont Pays-Bas</i>	3 859	3 547	
Autres pays européens	1 016	1 050	+3,3%
<b>SOUS-TOTAL EUROPE</b>	<b>25 537</b>	<b>23 175</b>	<b>-9,2%</b>
Amérique du Nord	4 533	4 181	-7,8%
<b>SOUS-TOTAL EUROPE &amp; AMERIQUE DU NORD</b>	<b>71 115</b>	<b>69 901</b>	<b>-1,7%</b>
Asie, Moyen-Orient et Océanie	6 588	7 337	+11,4%
Amérique du Sud	4 091	3 835	-6,2%
Afrique	166	205	+23,5%
<b>TOTAL</b>	<b>81 960</b>	<b>81 278</b>	<b>-0,8%</b>

**DONNEES CONSOLIDEES 2013 IFRS**  
**AVEC CONSOLIDATION EN INTEGRATION GLOBALE DE SUEZ ENVIRONNEMENT**  
**JUSQU'AU 22 JUILLET 2013**

### Etat de situation financière simplifié

Données consolidées 2013 IFRS

En Mds€

ACTIF	31/12/12 IFRS <sup>(1)</sup>	31/12/13 IFRS	PASSIF	31/12/12 IFRS <sup>(1)</sup>	31/12/13 IFRS
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>145,1</b>	<b>106,8</b>	Capitaux propres, part du groupe	59,8	48,0
			Participations ne donnant pas le contrôle	11,5	5,5
<b>ACTIFS COURANTS</b>	<b>60,3</b>	<b>52,8</b>	<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>71,3</b>	<b>53,5</b>
dont actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat	0,4	1,0	Provisions	17,8	16,2
dont trésorerie et équivalents de trésorerie	11,4	8,7	Dettes financières	57,2	39,9
			Autres dettes	59,2	50,0
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>205,5</b>	<b>159,6</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>205,5</b>	<b>159,6</b>

Deette nette 2013 29,8 Mds€ = Dettes financières s'élevant à 39,9 Mds€ – Trésorerie et équivalents de trésorerie 8,7 Mds€ – Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat 1,0 Mds€ – Actifs liés au financement 0,1 Mds€ (inclus dans les actifs courants et non courants) – Instruments financiers dérivés relatifs à la dette 0,3 Mds€

(1) Les données comparatives au 31 décembre 2012 ont été retraitées du fait de l'application rétrospective de la norme IAS 19 Révisée et du gain de réévaluation de SUEZ Environnement

### Compte de résultat simplifié

Données consolidées 2013 IFRS

En M€	2012 IFRS <sup>(1)</sup>	2013 IFRS
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>97 038</b>	<b>89 300</b>
Achats	-52 177	-51 216
Charges de personnel	-13 234	-11 704
Amortissements, dépréciations et provisions	-7 113	-6 600
Autres produits et charges opérationnels	-14 994	-11 951
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>9 520</b>	<b>7 828</b>
MIM	109	-226
Dépréciations d'actifs	-2 474	-14 943
Restructurations	-342	-305
Cessions et autres	320	951
<b>RESULTAT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>	<b>7 133</b>	<b>-6 695</b>
Résultat financier	-2 775	-1 977
dont coût récurrent de l'endettement net	-1 945	-1 433
dont éléments non récurrents inclus dans le résultat financier	-303	-118
dont autres	-527	-426
Impôts	-2 049	-727
dont impôts exigibles	-2 530	-2 273
dont impôts différés	481	1 546
Part dans les entreprises associées	433	490
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	-1 199	-380
<b>RESULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>1 544</b>	<b>-9 289</b>
<b>EBITDA</b>	<b>17 026</b>	<b>14 775</b>

(1) Les données comparatives au 31 décembre 2012 ont été retraitées du fait de l'application rétrospective de la norme IAS 19 Révisée

## Flux de trésorerie

Données consolidées 2013 IFRS

En M€	2012 IFRS <sup>(1)</sup>	2013 IFRS
MBA avant charges financières et impôts	16 612	14 313
Impôts payés (hors impôts payés sur cessions)	-2 010	-2 103
Variation du BFR	-995	-186
<b>FLUX DE TRESORERIE ISSUS DE L'ACTIVITE COURANTE</b>	<b>13 607</b>	<b>12 024</b>
Investissements corporels et incorporels nets	-9 177	-7 529
Investissements financiers	-551	-672
Cessions et autres flux liés à l'investissement	1 277	2 590
<b>FLUX DE TRESORERIE ISSUS DE L'INVESTISSEMENT</b>	<b>-8 451</b>	<b>-5 611</b>
Dividendes payés	-2 117	-4 694
Rachat d'actions	-358	-5
Solde des remboursements / nouveaux emprunts	4 029	-2 252
Intérêts financiers nets versés	-1 915	-1 494
Augmentation de capital	229	2 037
Autres flux de trésorerie	-8 200	-574
<b>FLUX DE TRESORERIE ISSUS DU FINANCEMENT</b>	<b>-8 332</b>	<b>-6 982</b>
Effets de change et autres	-126	-2 123
<b>TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE</b>	<b>14 675</b>	<b>11 383</b>
TOTAL DES FLUX DE TRESORERIE DE LA PERIODE	-3 293	-2 691
<b>TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLÔTURE</b>	<b>11 383</b>	<b>8 691</b>

(1) Les données comparatives au 31 décembre 2012 ont été retraitées du fait de l'application rétrospective de la norme IAS 19 Révisée

## Chiffre d'affaires par région par destination

Données consolidées 2013 IFRS

En M€	2012 IFRS <sup>(1)</sup>	2013 IFRS	Δ 13/12
France	35 914	34 969	-2,6%
Belgique	11 110	10 884	-2,0%
<b>SOUS-TOTAL FRANCE-BELGIQUE</b>	<b>47 024</b>	<b>45 854</b>	<b>-2,5%</b>
Autres pays de l'UE	28 978	24 436	-15,7%
<i>dont Italie</i>	<i>7 035</i>	<i>6,480</i>	
<i>dont Royaume-Uni</i>	<i>5 854</i>	<i>5,151</i>	
<i>dont Allemagne</i>	<i>4 471</i>	<i>3,738</i>	
<i>dont Pays-Bas</i>	<i>4 384</i>	<i>3,820</i>	
Autres pays européens	1 040	1 059	+1,8%
<b>SOUS-TOTAL EUROPE</b>	<b>77 042</b>	<b>71 349</b>	<b>-7,4%</b>
Amérique du Nord	5 469	4 638	-15,2%
<b>SOUS-TOTAL EUROPE &amp; AMERIQUE DU NORD</b>	<b>82 511</b>	<b>75 987</b>	<b>-7,9%</b>
Asie, Moyen-Orient et Océanie	8 633	8 372	-3,0%
Amérique du Sud	4 951	4 314	-12,9%
Afrique	941	627	-33,4%
<b>TOTAL</b>	<b>97 038</b>	<b>89 300</b>	<b>-8,0%</b>

(1) Les données comparatives au 31 décembre 2012 ont été retraitées du fait de l'application rétrospective de la norme IAS 19 Révisée